



JOURNÉE MORTE A LA DGFIP LE 7 MARS 2023

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposés au projet de réforme. Dernier sondage, 66 % considèrent que si l'économie est à l'arrêt le 7 mars, c'est la faute au gouvernement !

Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement, comme les parlementaires, ne peuvent y rester sourds.

**> report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans,
POUR L'INTERSYNDICALE DDFIP91 C'EST NON !!!**

> accélération de l'augmentation de la durée de cotisation qui passe à 43 ans dès 2027,

POUR L'INTERSYNDICALE DGFIP91 C'EST NON !!!

DES ALTERNATIVES IL EN EXISTE ET AUX FINANCES NOUS LE SAVONS !!!!

Le financement du système des retraites n'est pas en danger. Il ne nécessite absolument pas une mesure aussi brutale qui, en plus d'être injuste, va pénaliser les travailleurs, et particulièrement les femmes, les plus modestes, ceux dont la pénibilité n'est pas reconnue, ceux qui ont commencé à travailler tôt et les générations nées à partir du second semestre 1961.

Cette réforme va toucher l'ensemble des agents publics, qui devront travailler deux années supplémentaires.

Les améliorations évoquées par le gouvernement avec la mise en place d'une retraite progressive dans certains cas, la conservation des droits liés au service actif et désormais leur portabilité, ne peuvent en aucun cas compenser le recul de l'âge d'ouverture des droits à la retraite ou l'allongement accéléré de la durée de cotisation.

Cette contre-réforme n'est pas dictée par des nécessités économiques.

C'est une réforme budgétaire exigée par la commission européenne qui cherche 20 milliards d'euros d'économie sur le dos des travailleurs en les faisant travailler plus longtemps.

C'est le choix de l'injustice et de la régression sociale !

**L'intersyndicale vous donne rendez-vous sur vos sites
pour décider collectivement dans les HMI - assemblées générales
comment nous allons mettre nos services à l'arrêt dès le 7 mars !**